

Zoom sur ...

... la Conférence internationale sur la dette et la 22^{ème} session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA

❖ « **Développement durable et dette soutenable : trouver le bon équilibre** », une demande inédite d'un assouplissement des disciplines financières de la part des dirigeants d'Afrique de l'Ouest

Impulsée par le Président sénégalais Macky Sall avec le concours actif du [Cercle des économistes](#), la conférence internationale « Développement durable et dette soutenable : trouver le bon équilibre » était organisée à Dakar le 2 décembre 2019, en présence de la nouvelle Directrice générale du FMI, **Kristalina Georgieva – qui y effectuait son premier déplacement en Afrique**, de la vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, ainsi que du vice-président de la Banque mondiale, Hafez Ghanem. **La Conférence a rassemblé 6 des 8 chefs d'Etat de l'UEMOA** (Sénégal, Côte d'Ivoire, Niger, Burkina, Bénin, Togo), le Mali étant représenté par son Premier ministre.

Plaidant de façon inédite pour un assouplissement des disciplines financières – **notamment des critères de convergence de l'UEMOA**, Macky Sall a conclu la Conférence en formulant un « Consensus de Dakar » décliné en 7 points :

- **La mobilisation des ressources domestiques** doit être renforcée, à la fois sur le volet fiscal et sur la mobilisation de l'épargne privée ;
- **La gouvernance des finances publiques et l'environnement des affaires** doivent être améliorés ;
- **L'impact des chocs climatiques et sécuritaires** doivent être mieux pris en compte, par exemple dans l'estimation du déficit budgétaire ;
- Les investissements doivent être significativement accrus en Afrique : il est pour cela indispensable que l'OCDE, le FMI, la Banque Mondiale **changent les modalités de calcul des analyses de soutenabilité de la dette** et prennent en compte la valeur des actifs et la rentabilité des investissements financés par la dette ;
- Les matières premières doivent être mieux rémunérées **et l'évasion fiscale liée aux multinationales doit cesser pour améliorer les termes** de l'échange des pays africains ;
- La perception du risque en Afrique est beaucoup trop négative par rapport aux réalités, ce qui conduit à des

taux d'intérêt trop élevés : l'OCDE, le FMI et la Banque Mondiale doivent modifier la perception du risque en Afrique, **émouvoir des tonalités plus positives** ;

- **Les coopérations multilatérale et bilatérale doivent se poursuivre** et se renforcer pour faire de l'Afrique la locomotive de la croissance mondiale.

Cette conférence intervient alors que 40% des pays à faible revenu (la plupart en Afrique) sont en situation de risque élevé de surendettement.



❖ **Financement de la lutte anti-terroriste : une contribution immédiate de 5 M USD au bénéfice du Mali, du Burkina Faso et du Niger**

Au lendemain de ce rendez-vous international, Dakar accueillait la 22^{ème} session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA, dédiée au financement de la lutte anti-terrorisme. En dépit de sa révocation en novembre dernier par le Président en exercice José Mário Vaz et en attendant le second tour de l'élection présidentielle, Aristide Gomes y représentait la Guinée-Bissau.

A l'issue de cette rencontre, **les pays de l'UEMOA ont annoncé une contribution immédiate de 5 M USD aux trois membres de la ligne du front au G5 Sahel** (Mali, Burkina Faso, Niger), précisant que cette contribution **s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'UEMOA de participer à hauteur de 500 M USD au plan de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)** de lutte contre le terrorisme dans l'espace régional sur la période 2020-2024. Pour la mobilisation des ressources financières conséquentes, les

chefs d'Etat de l'UEMOA ont **adopté un acte additionnel instaurant un Fonds régional de sécurité**. Pour rappel, le plan de la CEDEAO adopté en septembre dernier lors d'un sommet extraordinaire élargi à la Mauritanie et au Tchad **s'élève à 1 Md USD au total**. La demande des Etats membres – formulée lors de la 74^{ème} Assemblée générale de l'ONU la semaine suivante – de **placer la force conjointe du G5 Sahel sous le mandat du chapitre VII de la Charte des Nations Unies**, qui pérenniserait son budget, n'a toujours pas aboutie.

Ces annonces interviennent alors que **les premiers accords européens pour une coalition de forces**

spéciales au Sahel se concrétisent, l'Estonie, la République tchèque et la Belgique ayant récemment confirmé leur participation à la force « Takuba » voulue par la France. Par ailleurs, en marge du sommet de l'OTAN en Angleterre tenu cette semaine, le Président de la République française Emmanuel Macron **a conditionné le maintien de l'opération « Barkhane » dans la bande sahélo-saharienne à une clarification des pays du G5 Sahel** en ce qui concerne la présence militaire de la France dans la région, sur fond de « mouvements antifrçais ». En ce sens, il a invité les cinq Chefs d'Etat sahéliens impliqués à Pau, le 16 décembre prochain.

ACTUALITE REGIONALE

L'OMS publie son rapport sur la lutte contre le paludisme

[Dans son rapport 2019 sur la lutte contre le paludisme](#), rendu public le 4 décembre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) étudie avec une attention plus particulière les risques de la maladie pour les femmes et les enfants sur le continent africain. En 2018, 228 millions de personnes ont contracté la maladie parasitaire véhiculée par le moustique anophèle et 405 000 en sont mortes, dont 93% en Afrique. 11 millions de femmes enceintes ont été contaminées et près de sept victimes du parasite sur dix ont moins de 5 ans. Six pays africains concentrent plus de la moitié des personnes atteintes du paludisme : le Nigeria, poids lourd démographique du continent, qui compte à lui tout seul un quart d'entre eux ; la République démocratique du Congo (12 %) ; l'Ouganda (5 %) ; la Côte d'Ivoire, le Mozambique et le Niger (4 % chacun). Par ailleurs, si l'OMS rappelle que les progrès réalisés sont considérables, l'organisation onusienne insiste aussi sur le ralentissement que connaît son éradication : le nombre de nouveaux cas observés chaque année stagne, en effet, depuis 2014. L'auteur principal du rapport, le Kényan Abdisalan Noor, estime qu'il faudrait quasiment doubler les moyens actuels (2,4 Mds EUR) pour éradiquer la maladie.

Le ministre mauritanien en charge du Commerce invité pour la première fois depuis 2008 à une réunion de la CEDEAO

Le ministre mauritanien du Commerce et du tourisme, Sid Ahmed Mohamed, a quitté Nouakchott le 3 décembre pour se rendre à Abuja au Nigéria, sur invitation de la CEDEAO afin d'assister au Conseil des ministres en charge du Commerce organisé le 4 décembre. Cette rencontre était axée sur la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et ses opportunités pour l'Afrique de l'Ouest. C'est la première fois depuis 11 ans (2008) qu'un ministre du Commerce mauritanien assiste à une réunion de ce niveau. L'ordre du jour de la réunion était centré sur la Zone de Libre Échange Continentale Africaine. Cette réunion de travail a permis également au ministre mauritanien de rencontrer le commissaire chargé du commerce de la CEDEAO pour faire le bilan de la mise en œuvre de l'Accord d'Association signé le 5 mai 2017. Celui-ci porte sur « la libéralisation de la circulation des personnes, des biens, des capitaux entre la Mauritanie et les 15 Etats-membres de la CEDEAO ».

Orabank sacrée « meilleure banque de l'année » dans plusieurs pays ouest-africains

[Le groupe bancaire panafricain Oragroup a remporté le prix « The Banker Awards – Bank of the Year 2019 » pour ses opérations au Burkina Faso, en Guinée Bissau, au Sénégal et au Togo](#), décerné par le média international The Banker (Groupe Financial Times), lors d'une cérémonie officielle qui s'est tenue le 28 novembre 2019 à Londres. Il s'agit de la 3^{ème} récompense consécutive du groupe au Burkina Faso et de la 2^{ème} au Sénégal et au Togo. Présent dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest et centrale avec plus de 500 000 clients, 152 agences et 1 857 collaborateurs, Oragroup a affiché en 2018 des performances en forte progression avec un total de bilan à 2 171 Mds FCFA (3,7 Mds USD), soit une augmentation de +21% par rapport à l'année

précédente. Au total, le groupe a affiché un produit net bancaire de 126,8 Mds FCFA (221 M USD, +17%) et un résultat net consolidé à 29,8 Mds FCFA (51,9 M USD, +36%). L'année 2018 avait également été marquée par le succès de l'offre publique de vente d'Oragroup à hauteur de 20% de son capital, soit une levée de fonds de 86,7 M EUR, qui a conduit à l'introduction du titre à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) en avril 2019, la plus importante opération depuis la création de la BRVM en 1998. Pour rappel, Orabank est détenue majoritairement par la Caisse générale de retraite des agents de l'Etat ivoirienne qui avait acquis, le 21 novembre dernier, la cession de 61,45% des parts du groupe panafricain ; lesquelles parts étaient majoritairement détenues par le fonds d'investissement Emerging Capital Partners (ECP).

BENIN

Nouvelle grille tarifaire pour l'électricité

[Le gouvernement vient de valider le principe d'une augmentation des prix de l'électricité de 5% en 2020 et de 10% en 2021](#) afin de garantir l'équilibre financier de la SBEE (Société béninoise d'énergie électrique). L'application des nouveaux tarifs ne devraient toutefois avoir qu'un impact limité pour les populations à court terme, le gouvernement prévoyant de prendre en charge l'augmentation prévue par des subventions à la SBEE, dans l'attente de la mise en œuvre d'une politique ciblée. Ces mesures découlent du plan de réforme du secteur électrique soutenu par le Millenium Challenge Account et qui a vu également l'arrivée du nouveau directeur général de la SBEE le mois dernier suite au contrat de gestion déléguée signé avec le canadien Manitoba Hydro International.

Nouvel ouvrage d'art pour Sogea-Satom

[Le groupe français Sogea-Satom, qui a déjà réalisé le 1^{er} pont de Womey](#), vient de remporter, en association avec la société Matière SA, le contrat pour un second pont de 350 m à Womey. Il sera construit au quartier Mahinougou pour assurer la liaison à partir de la route nationale inter-pays Cotonou-Lomé.

BURKINA FASO

L'aide extérieure mobilisée en hausse record de plus de +30% en 2018

Le ministre délégué chargé de l'Aménagement du territoire, Pauline Zouré Kaboré, a présidé le 25 novembre 2019 [le lancement du rapport 2018 sur la coopération pour le développement \(RCD\)](#) en présence des représentants de l'administration publique, des Partenaires Techniques et Financiers et des ONG. En 2018, l'aide publique au développement (APD) était en hausse de +30,7% à 1,5 Md USD (soit 10,5% du PIB). Elle s'est caractérisée par une prédominance de l'aide multilatérale (67,2%), des dons (72,0%) et de l'aide projet (79,4%). Selon les sources de financement la répartition est la suivante : 1 Md USD d'aide multilatérale, 427 M USD d'aide bilatérale et 61,6 M USD de financement des ONG. Trois secteurs ont reçu chacun environ 12% de l'APD totale : la santé, la production agro-sylvo-pastorale et les transports.

L'AFD accorde un financement de 59,4 M EUR pour la formation et la gouvernance financière

Le ministre burkinabé de l'Economie, des finances et du développement, Lassané Kaboré, et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) à Ouagadougou, Tanguy Denieul, ont procédé, le 4 décembre 2019, à [la signature de quatre accords de financement d'un montant d'environ 39 Mds FCFA](#) (59,4 M EUR). Ces accords de financement sont destinés à soutenir les secteurs de l'éducation de base, de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle, ainsi que de la gouvernance financière. Ils appuieront notamment la Politique nationale d'enseignement et de formation techniques et professionnels (PN-EFTP) du gouvernement.

Bonne santé des sociétés d'assurance en 2019

[L'Association professionnelle des sociétés d'assurance du Burkina \(APSAB\), dans son bilan des sociétés d'assurance présenté le 28 novembre 2019](#) en conférence de presse, a annoncé que le chiffre d'affaires annuel du secteur devrait dépasser 92 Mds FCFA (140 M EUR) cette année, soit une hausse probable de +11% par

rapport à 2018. Les primes émises devraient dépasser, quant à elles, 100 Mds FCFA (152 M EUR) en 2020. Le résultat de l'activité est de 8,23 Mds FCFA (12,5 M EUR) répartis entre les sociétés de dommage et les sociétés d'assurance-vie. En outre, le secteur enregistre une augmentation du capital social, passé de 1 Md à 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) en 2019. Cependant, le taux de non-assurance au niveau des automobiles s'établirait encore autour de 40% et le taux d'assurés pour l'assurance-vie serait d'à peine 1%.

Un lycée scientifique offert au Burkina Faso par la Fondation Orange

Un lycée scientifique construit par la Fondation Orange sera inauguré le 7 décembre 2019 sous le patronage du ministre de l'Education Nationale de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) et le co-patronage de la ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (MDENP) à Loanga dans la Région Centre-Est. Sa construction aura duré 6 mois pour un montant total de 496 M FCFA (756 K EUR). Le site s'étend sur 3,5 ha et la première promotion sera composée des meilleurs élèves de la région au BEPC session 2018/2019. Pour rappel, la fondation Orange a démarré ses activités dans le pays en mai 2017, en rachetant la totalité des actifs de l'opérateur mobile Airtel. En 2018, cette filiale est devenue le premier opérateur du secteur de la téléphonie mobile, avec une part de marché de près de 45%.

CAP-VERT

Lancement de l'assistance technique de la Banque mondiale pour la privatisation d'Electra

[Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Energie a annoncé le lancement de l'assistance technique de la Banque mondiale](#) en vue de privatiser l'entreprise publique de production d'eau et d'électricité Electra. Le ministre a également annoncé qu'un système de stockage de l'électricité, d'environ 1 MW, serait installé en 2020 sur l'île de Sal pour pouvoir conserver les excédents d'électricité issus d'énergies renouvelables.

Le nombre de touristes en hausse de +6,8% au troisième trimestre 2019

[Le nombre de touristes étrangers au Cap-Vert a augmenté de +6,8% au troisième trimestre 2019](#) et le nombre de nuitées de +1,9% par rapport au troisième trimestre 2018. Les hôtels continuent d'être les établissements les plus recherchés (89,1% des entrées), ils ont enregistré plus de 595 000 clients et environ 3,7 M de nuitées, soit une hausse de +7,5% et +3,9% respectivement par rapport à la même période l'année précédente. Le Royaume-Uni demeure le principal pays de provenance des touristes (25,1% des entrées). L'île de Sal est la plus convoitée, représentant 48,4% des entrées, suivie de Boa Vista à 29,8%.

COTE D'IVOIRE

La BAfD accorde deux appuis budgétaires d'un montant global de 86,7 M EUR

[Ces deux accords de financement viennent d'être ratifiés par le gouvernement.](#) Le premier accord de prêt, d'un montant de 75 M EUR, est destiné au financement du Programme d'appui aux réformes économiques et sociales (PARES). Il s'agit d'un Appui budgétaire global (ABG) sur la période 2019-2021 qui vise à accompagner les autorités dans la mise en œuvre du Programme social du gouvernement (PSGouv). Le PARES est ainsi adossé à une matrice d'actions structurée autour de deux composantes : (i) le renforcement de l'efficacité et la transparence de la gestion des finances publiques et (ii) l'appui aux réformes d'inclusion sociale. Le deuxième accord, d'un montant de 9,4 M d'unités de Compte (11,7 M EUR) a été conclu en vue du financement du Projet d'appui à la mise en œuvre du Programme de développement pour une prestation de services inclusive (PAME/PDSI). Ce projet vise à renforcer les capacités des structures de pilotage et de suivi-évaluation des programmes de développement ainsi que les capacités des structures statistiques pour le suivi-évaluation du Plan national de développement (PND).

Coûts des exonérations accordées à fin septembre 2019.

[Selon le gouvernement, le coût des exonérations fiscales et douanières, s'est établi à 222,8 Mds FCFA \(339,9 M EUR\) à fin septembre 2019, soit une baisse de 8,5% en glissement annuel.](#) Ces exonérations représentent 8,6% des recettes fiscales brutes mobilisées (contre 10% à fin septembre 2018). Celles accordées au titre de

la fiscalité de porte représentent 57,2% de l'ensemble de la dépense fiscale, quand les 42,8% ont été accordés en régime intérieur. Ces exonérations ont été particulièrement importantes en matière de TVA, de droits de douane et d'impôts sur les bénéfices, dont les montants cumulés représentent 77% des exonérations globales. Les secteurs d'activités ayant bénéficié des exonérations les plus importantes sont principalement l'industrie, les BTP, les services et l'administration.

Élection de la Côte d'Ivoire à la présidence de l'Organisation internationale du sucre

A l'issue de la 56^{ème} édition du Conseil de l'Organisation internationale du sucre qui s'est déroulé à Londres du 26 au 29 novembre 2019, [le représentant de la Côte d'Ivoire, l'ambassadeur ivoirien Aly Touré, a été élu président de l'OIS](#), après en avoir assuré la vice-présidence pendant l'année 2019. Selon certaines sources, la 57^{ème} édition est annoncée en 2020 en Côte d'Ivoire. Siégeant à Londres, l'OIS regroupe 87 pays producteurs de sucre et est un organe de représentation intergouvernemental chargé de réunir les pays producteurs, exportateurs, et importateurs de sucre. Les sociétés ivoiriennes Sucaf et Sucrivoire ont produit 240 Kt de sucre lors de la dernière campagne, couvrant ainsi 83% de la demande locale. A titre de comparaison, le Brésil et l'Inde – 1^{er} producteurs mondiaux – en produisent plus de 30 Mt par an.

Signature d'un PPP de 151 M EUR dans l'agriculture

[À l'occasion du SARA, le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ivoirien et la société sud-africaine Global Africa Integrated Farm](#) ont signé une convention de Partenariat Public-Privé (PPP) d'un montant de 99,2 Mds FCFA (151 M EUR). Ce contrat s'inscrit dans le cadre du programme agricole intégré de Tiébissou (ville située au centre du pays) qui vise à donner la possibilité aux petits exploitants de cette ville d'avoir accès aux services des grandes exploitations comme des formations commerciales ou des intrants. Les cultures concernées par le programme sont le maïs, le soja, les bovins et la volaille.

Pose de la première pierre du Centre Hospitalier Régional de Katiola

[Le Président de la République Alassane Ouattara a posé la première pierre du Centre Hospitalier Régional \(CHR\) de Katiola](#) le 29 novembre. Les travaux du CHR ont été confiés au britannique NMSI, spécialisé dans la construction et l'équipement d'établissements de santé. Le montant du contrat s'élève à 34,9 Mds FCFA (51 M EUR). La réalisation du CHR de Katiola entre dans le cadre du programme de construction et de réhabilitation des infrastructures sanitaires mis en œuvre par le gouvernement estimé à 800 Mds FCFA (1,2 Md EUR).

Lancement d'Uber à Abidjan

[La plateforme de service de voitures de transport avec chauffeur américaine Uber a officialisé son lancement à Abidjan le 4 décembre à l'Hôtel Ivoire](#). Après Lagos, Accra et Abuja, Uber a choisi Abidjan pour sa première installation en Afrique francophone. Lors de la conférence de lancement, il a été précisé que seules les personnes détenant une licence complète et valide pourront proposer leurs services de taxi sur l'application.

Lancement d'une nouvelle chaîne de télévision

[Une nouvelle chaîne télévisée « La Nouvelle chaîne ivoirienne » \(NCI\) lance ses programmes le 12 décembre](#) prochain. Les programmes diffusés notamment sur la TNT seront à 60% locaux. La NCI a conclu un partenariat avec la radio Nostalgie et Henriette Duparc, héritière du réalisateur ivoirien Henri Duparc dont les films seront diffusés par la chaîne.

GUINEE

Appui budgétaire de 90 M USD de la Banque mondiale

[Le Gouvernement guinéen et la Banque mondiale ont signé le 28 novembre 2019 à Conakry, un accord d'appui budgétaire d'un montant de 90 M USD](#). Cet important appui vise à soutenir les efforts du Gouvernement pour renforcer la gestion budgétaire, appuyer le cadre institutionnel et réglementaire pour promouvoir la compétitivité du pays et améliorer la performance financière du secteur de l'électricité.

Financement de deux projets agricoles par la BID à hauteur de 63 M EUR

La ministre guinéenne du Plan et du Développement Economique, accompagné de ses homologues du Commerce et de l'Agriculture, a procédé le 4 décembre 2019, [au lancement de deux projets de développement agricoles financé par la Banque islamique de développement \(BID\) à hauteur de 63 M EUR](#) pour une durée de cinq ans. Il s'agit d'un projet de développement de chaînes de valeurs agricoles (PDCVA –G) et d'un projet de développement rural intégré Gaoual –Koundara –Mali yempering (PDRI – GKM). Le premier projet concerne les filières de bananes, café, pomme de terre, manioc, igname, patate douce et fonio. Le second mettra l'accent sur l'intensification des filières riz, arachide, oignon et autres cultures maraichères. Au total, vingt mille producteurs en bénéficieront directement, dont 40 % de femmes et 30 % de jeunes. Selon le chargé du programme de la BID, de 1976 à ce jour, l'intervention de la banque en faveur de la Guinée se chiffre à 1 Md USD – dont 548 M USD depuis 2005. Le total du portefeuille des opérations de la BID en cours est de 663 M USD, pour 15 projets.

LIBERIA

Le président signe le budget national pour l'exercice fiscal juillet 2019 - juin 2020

[Le budget national 2019/2020 a été promulgué après sa ratification par le Président George Manneh Weah.](#)

Pour rappel, la Chambre des représentants avait déjà voté sa ratification le 1^{er} octobre 2019, fixant son montant total à 110,5 Mds LD (526 M USD) – soit près de 7 M USD de moins que la proposition de budget présentée par le ministre des Finances Samuel D. Tweah, le 28 juin dernier, avec deux mois de retard sur le calendrier d'adoption de la loi de finances. Le budget 2019/2020 est en baisse de 37 M USD par rapport à l'année fiscale précédente. Il prévoit notamment des réductions salariales importantes pour les fonctionnaires d'Etat (membres de la Chambre des représentants, sénateurs et juges de la Cour Suprême inclus). La loi de finances du Libéria couvre l'année fiscale s'étendant de juillet 2019 à juin 2020.

Accord de financement de 32 M USD avec le FIDA

[Le ministre libérien des Finances et de la planification du développement a signé avec le Fonds international de développement agricole \(FIDA\) un accord de financement d'un montant de 32 M USD](#) pour soutenir le

Projet de vulgarisation des cultures forestières (TCEP) et le Projet de transformation et de revitalisation des petites exploitations agricoles (STAR-P) exécuté par le Ministère de l'agriculture. 9 M USD de l'accord avec le FIDA serviront à financer la remise en état des routes rurales dans la cadre du TCEP, dans le comté de Nimba, qui vise à améliorer les revenus et la résistance au changement climatique des petits producteurs de cacao du comté de Nimba. 23 M USD seront destinés à accroître la productivité et la commercialisation agricoles des petits exploitants des filières de production de légumes, de riz et d'huile de palme dans les comtés de Bomi, Gbarpolu, Grand Cape Mount, Grand Gedeh, Lofa, Margibi, Maryland, Nimba et Sinoe, dans le cadre du STAR-P. A ce montant s'ajoute à un accord de prêt de 25 M USD précédemment signé entre le gouvernement libérien et la Banque mondiale pour la mise en œuvre du STAR-P.

MALI

Conclusion de la 1^{ère} Revue du programme triennal d'assistance du FMI

[Une mission du FMI s'est déroulée à Bamako du 19 au 29 novembre 2019](#) dans le cadre de la 1^{ère} revue du nouveau programme d'assistance du FMI soutenu par une Facilité élargie de crédit (FEC de 191,9 M USD). Le FMI et les autorités maliennes sont parvenus à un accord préliminaire qui doit encore être approuvé par le Conseil d'administration du Fonds en janvier 2020. En dépit d'un contexte sécuritaire difficile, la croissance économique devrait s'établir à 5% en 2019 et dans le moyen terme, confirmant la résilience de l'économie malienne. Le déficit budgétaire devrait respecter le critère de convergence de l'UEMOA (3 % du PIB). Presque tous les critères de performances et les objectifs indicatifs du programme à fin septembre 2019 ont été respectés, ainsi que les repères structurels. Les services du FMI saluent les efforts en cours pour réformer le

secteur de l'énergie, notamment les mesures visant l'entreprise publique EdM (Energie du Mali), afin de permettre son retour à l'équilibre financier à moyen terme tout en garantissant un meilleur approvisionnement des populations en électricité.

MAURITANIE

Lancement du processus de sélection d'un fournisseur chargé de l'approvisionnement en produits pétroliers liquides

[L'appel d'offres international pour la sélection d'un fournisseur d'hydrocarbures liquides](#) (essence, kérosène, gasoil et fioul) destinés à couvrir la consommation du marché mauritanien pour une période de deux ans, vient d'être lancé. Durant cette période, les seules importations autorisées pour ces produits à destination des importateurs agréés seront celles réalisées dans le cadre des contrats issus du présent appel d'offres, à l'exception des produits destinés à l'avitaillement en haute mer. La filiale d'AOG (ex-Addax & Oryx Group) du milliardaire suisse Jean Claude Gandur, était depuis avril 2018 le fournisseur d'hydrocarbures liquides.

La Banque Centrale de Mauritanie (BCM) a procédé au retrait de certaines autorisations de prestataires de transfert de fonds domestique

[La BCM a procédé au retrait des licences des prestataires de transfert de fonds TAYBA Paie et ELMERSOUL Telecom](#). Il est reproché à ces derniers de n'avoir pas pu se conformer aux conditions et engagements auxquels étaient soumises leurs autorisations, notamment les déclarations obligatoires. Pour mémoire, en mars dernier, la BCM avait décidé de réguler le métier de transfert de fonds dans le pays en imposant une autorisation préalable pour exercer le métier. Elle avait alors octroyé à 9 prestataires des autorisations provisoires en contrepartie d'un engagement à respecter un cahier des charges.

NIGER

Don de 35 M EUR pour la mise en œuvre des réformes en matière de mobilisation des recettes intérieures

Le Ministre des Finances, l'Ambassadeur de France et le Directeur de l'Agence AFD de Niamey ont procédé le 29 novembre 2019 [à la signature des Conventions de financement du projet d'appui à la mobilisation des ressources intérieures](#) (MRI). D'un montant de 35 M EUR en don, cet appui vise à accompagner les réformes conduites par la Direction générale des Impôts (DGI), la Direction générale des Douanes (DGD) et la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) pour augmenter durablement les revenus de l'État. Cet appui va s'articuler autour d'un appui budgétaire sectoriel (30 M EUR) sur 3 ans pour la mise en œuvre de certaines mesures phares de la réforme fiscale et d'un appui projet (5 M EUR sur 4 ans) qui permettra de financer des activités de renforcement des capacités au sein des 3 régions financières. L'Ambassadeur de France s'est également félicité de la mise à disposition de deux experts techniques internationaux, l'un à la DGD et le second à la DGI.

Lancement officiel du projet Initiative Spotlight: pour l'élimination de toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles

[Le Premier Ministre du Niger a procédé au lancement officiel de l'Initiative Spotlight le 30 Novembre 2019](#). Le Niger est l'un des huit pays africains qui bénéficient des programmes de l'Initiative Spotlight pour appuyer le Gouvernement dans l'élimination de toutes formes de violence à l'égard des femmes et des filles, avec un accent particulier sur la violence sexuelle et les pratiques ayant des conséquences négatives sur leur santé sexuelle et reproductive. Le programme vise également à promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles à travers une approche multisectorielle – éducation, justice, santé. Cette Initiative a pour objectif d'éliminer, d'ici à 2030, toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Ce lancement officiel marque le début de la première phase de l'Initiative Spotlight dans quatre régions prioritaires : Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder, à laquelle l'Union européenne contribue à hauteur de 17 M USD. L'Initiative

Spotlight, lancée en septembre 2017, est un partenariat mondial pluriannuel entre l'Union européenne et les Nations unies visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

Coris Bank International ouvre officiellement au Niger

Après le Sénégal et le Bénin, le groupe financier burkinabé, [Coris Bank International \(CBI\)](#), a procédé, le 2 décembre, au lancement officiel des activités de sa filiale nigérienne, dirigée par Rakiatou Idé Issaka. Le financement des PME et du secteur informel (40 % du PIB du pays) figurent au titre de ses priorités. A la fin du troisième trimestre 2019, le groupe Coris Bank International a enregistré une hausse de +7,3% de son bénéfice net, soit 20,6 Mds FCFA (31,3 M EUR). La banque ambitionne de conquérir toute l'Afrique de l'Ouest et est déjà présente dans 7 pays de la sous-région (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo).

SENEGAL

Présentation du projet de budget 2020 à l'Assemblée nationale

[Le projet de Loi de finances 2020](#) est examiné par les députés en séance plénière depuis le 27 novembre. Ce projet, arrêté à 3258,5 Mds FCFA (4,9 Mds EUR) en recettes et 3709 Mds FCFA (5,6 Mds EUR) en dépenses, devrait permettre au Sénégal de respecter le critère de convergence de l'UEMOA fixant le déficit à 3% du PIB. Il est marqué par la budgétisation en programmes et la déconcentration de l'ordonnancement – chaque ministre sectoriel ou président d'institution devenant l'ordonnateur principal des crédits de son département ou de sa structure. Le budget général de l'Etat (hors comptes spéciaux du Trésor) est prévu à 3122,5 Mds FCFA (4,8 Mds EUR) en recettes et 3573 Mds FCFA (5,4 Mds EUR) en dépenses. Les recettes fiscales sont en hausse de près de 10% pour atteindre 2675 Mds de FCFA (4,1 Mds EUR). L'encours de la dette publique est projeté à 8076,6 Mds FCFA (12 Mds EUR).

La Bourse régional des valeurs mobilières procède à la cotation des obligations de la diaspora émises par la Banque de l'habitat du Sénégal

[Les obligations émises par la Banque de l'Habitat du Sénégal \(BHS\) en juillet 2019 et destinées à la diaspora ont été admises à la cote de la Bourse régional des valeurs mobilières \(BRVM\)](#) le 3 décembre 2019 lors d'une cérémonie officielle à Dakar. Pour un montant recherché de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR), l'opération a été clôturée avec un taux de souscription de 114%, dont 8,7 Mds FCFA (13,2 M EUR) ont été souscrit par la diaspora africaine provenant de 26 pays. L'admission de ces obligations à la cote de la BRVM permet d'assurer leur liquidité et porte à 58 le nombre de lignes obligataires de la bourse pour une capitalisation de 4135,6 Mds FCFA (6,3 Mds EUR). Pour rappel, cette levée de fonds permettra à la BHS d'assurer le financement de 100 000 logements sociaux sur les cinq ans à venir. Le prix unitaire des obligations était de 10 000 FCFA (15 EUR) et leur rémunération de 6,25% par an sur cinq ans.

SIERRA LEONE

Lancement d'un projet d'amélioration des transports urbains de 50 M USD financé par la Banque mondiale

Le gouvernement de la Sierra Leone, en collaboration avec la Banque mondiale, a lancé le 28 novembre le [Projet de mobilité urbaine intégrée et résiliente](#), soutenu par un don de 50 M USD, pour améliorer l'accès et la qualité des transports publics, la résistance aux changements climatiques et la sécurité routière, ainsi que pour renforcer les capacités institutionnelles dans le secteur du transport. Le financement soutiendra la mise en place d'un programme de renouvellement des autobus pour encourager les opérateurs du secteur privé. Il prévoit également une assistance technique destinée à renforcer la capacité de la Sierra Leone Road Transport Corporation (SLRTC) à réglementer les transports publics et encourager ainsi le service de transport formel.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 188 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque